

*Les crédits*

Par rapport à ces engagements, nous pouvons donc affirmer sans crainte de nous tromper et nous pouvons donc affirmer honnêtement que ce gouvernement déçoit, que ce gouvernement est en deçà des espoirs qu'il avait suscités et qu'il avait tenté de susciter dans l'opinion publique, tant dans le domaine des infrastructures que dans le domaine du Service jeunesse pour ne faire face au chômage que dans la science et technologie que nous venons de mentionner. Le gouvernement déçoit par rapport à ce qu'il avait laissé entendre.

Je voudrais poursuivre cet exposé en parlant d'un volet qui m'intéresse de façon toute particulière en qualité de porte-parole de l'industrie, soit celui de la reconversion industrielle. Reportons-nous encore une fois au livre rouge qui nous livrait les intentions du gouvernement en cette matière comme en d'autres. Voici ce que nous lisons à la page 50: «Les industries militaires emploient directement et indirectement à l'heure actuelle plus de 100 000 Canadiens. La fin de la guerre froide met en péril des milliers d'emplois de haute technicité. Un gouvernement libéral mettra en place un programme de reconversion des industries militaires en industries civiles vouées à la haute technologie.»

C'était là la vision, c'étaient là les intentions du Parti libéral du Canada en termes de reconversion industrielle, vision judicieuse, vision éclairée de la situation, sauf que le drame c'est que depuis l'apparition de ce document, jamais nous n'en avons réentendu parler de cette supposée vision, de cette volonté supposée de ce gouvernement de s'occuper d'encourager la reconversion des activités militaires en activités civiles.

Pourtant la situation dans ce secteur est très grave. En effet, il faut savoir que de 1987 à 1992, la livraison d'armes produites au Québec a chuté de plus de 48 p. 100, donc presque de la moitié, passant de 1,6 milliard de dollars en 1987 à 810 millions en 1992.

Des entreprises oeuvrant dans l'industrie militaire sont des entreprises manufacturières de haute technologie à valeur ajoutée où les salaires sont élevés. On estime à plus de 46 000 le nombre d'employés au Québec qui dépendent de la production d'armes. Les secteurs industriels qui sont les plus actifs dans l'industrie militaire sont l'électronique, l'aérospatiale, les transports en général et l'informatique. Les principales entreprises oeuvrant dans le secteur militaire sont des noms très connus: Bombardier, CAE, SNC-Lavalin, Pratt & Whitney, Bell Hélicoptère, Expro, Héroux, Marconi, Paramax.

Ce sont toutes là des entreprises qui ont réussi à sortir leur épingle du jeu et qui ont fait en sorte de trouver leur nid dans un contexte de compétition internationale. Ces entreprises, à elles seules, produisent plus du quart de toute la recherche et du développement qui se fait dans la région de Montréal et elles ont toujours été soutenues financièrement par le gouvernement fédéral pour développer des compétences en matière de défense.

C'est donc dire à quel point il faut être conscients que la reconversion de ces entreprises militaires, compte tenu des changements géopolitiques qui surviennent partout sur la planète, est importante, au Québec notamment, pour maintenir en santé tout le secteur industriel de haute technologie.

En matière de reconversion industrielle, les libéraux s'étaient engagés avant la campagne électorale de quatre grandes façons. Premièrement à défendre le mandat du Programme de producti-

vité de l'industrie du matériel de défense, le PPIMD, de façon à y inclure le volet d'aide à la reconversion et à la diversification, un programme de 150 millions. Deuxièmement, la création d'une commission de reconversion économique avec l'industrie et la main-d'oeuvre pour faciliter et coordonner la reconversion de l'industrie militaire. Troisième engagement: conclure des ententes de reconversion avec les États-Unis qui représentent 80 p. 100 de notre marché d'exportation du matériel militaire, l'objectif étant d'établir une stratégie concertée de reconversion. Quatrièmement, la reconversion des bases militaires canadiennes pour en faire, par exemple, des centres d'entraînement des forces du maintien de la paix.

Comme on l'a vu récemment, les intentions du gouvernement se sont surtout précisées par la fermeture de bases militaires, sans qu'on parle pour autant de reconversion. Quant aux changements de mandat du PPIMD, celui-ci fait l'objet d'une prise de position dans le discours du Budget en disant qu'effectivement son mandat sera élargi dans trois ans pour toucher possiblement un volet d'aide à la reconversion et à la diversification, mais tout en disant que dans trois ans, et non pas immédiatement, le budget affecté à ce programme sera diminué de dix millions par année.

On peut se demander pourquoi attendre trois ans quand on connaît les problèmes de cette industrie, vu la baisse de toutes les activités et la baisse de contrats en général et la nécessité de reconvertir la vocation du militaire au civil.

De plus, on n'a plus jamais réentendu parler de cette idée de mettre sur pied une commission pour examiner le problème de reconversion avec les entreprises de main-d'oeuvre qui sont touchées.

• (1305)

Pourtant, il y a au Québec un cas qui sert de modèle, semble-t-il, à tous les chercheurs et à tous les universitaires qui s'intéressent à ce sujet. Ce cas s'appelle EXPRO, entreprise spécialisée dans le domaine militaire, reconnue, tout au long de son histoire, pour avoir vécu toutes sortes de problèmes, notamment au niveau de ses relations de travail, et qui, voyant sa situation menacée de façon certaine et évidente, s'est prise en main en comptant sur ses travailleurs, a formé un comité de main-d'oeuvre, a étudié la question en profondeur, a embauché des consultants, a fait faire un diagnostic, et EXPRO aujourd'hui fonctionne, ayant passé d'une production militaire à une production civile. Je pense qu'il y a là un modèle à suivre, et quand on veut on peut, et c'est cela que démontre EXPRO de par son comportement récent.

Pourtant la situation est inquiétante. Déjà on a vu des gens du domaine de l'aérospatiale réagir aux intentions du gouvernement, surtout à son manque de vision probablement face aux coupures dans le domaine militaire, face aux coupures en général, sans planification pour compenser les décisions.

Donc on a vu des gens de cette industrie, qui s'inquiètent des intentions du gouvernement, demander d'urgence une réunion, la semaine dernière, avec le ministre de l'Industrie pour connaître ses intentions et parler avec lui des intentions du gouvernement. Et ici on parle d'industries prestigieuses comme CAE et SPAR Aerospace qui ont demandé une entrevue devant l'attitude